

Par Mohamed Bouhamidi
mbouhamidi2001@yahoo.fr.

Pour toute enquête sérieuse, la présence des forces anti-émeutes dans la ville de Chlef la veille des émeutes posera problème. Le wali s'attendait donc, à des manifestations musclées. Pourquoi a-t-il choisi l'affrontement au lieu du dialogue et pourquoi poursuit-il en justice toutes les voix qui s'élèvent pour désigner les problèmes et montrer du doigt ce qui ne marche pas ? Dieu seul et le wali le savent ! Mais l'enjeu des terrains sur lesquels s'élèvent les préfabriqués de Chlef est connu. L'autre enjeu moins important reste celui du million de dinars retenu comme aide aux sinistrés du séisme de Chlef. Dans tous les cas, il est apparu plus important pour les autorités locales (et centrales, puisque le déplacement des forces anti-émeutes a dû être signalé en haut lieu) de « mater » les mécontents que d'engager le dialogue. Le wali pouvait envoyer des émissaires et des signaux pour rencontrer l'association qui regroupe les sinistrés, lui proposer une porte de sortie, retirer sa plainte et sensibiliser les magistrats à ce retrait. Il a préféré installer un cordon sécuritaire autour de la wilaya et engager une bataille dont il sortirait vainqueur et les mains libres pour en finir avec « la populace » qui gênait ses projets et les projets des groupes locaux de pression. Comme tous les responsables de notre pays, il a confondu la patience et la sagesse des populations avec de la veulerie, de la bassesse et une sorte de prédisposition à la lâcheté et à la peur du bâton. Les jeunes le lui ont bien rendu, lui prouvant qu'ils étaient capables de se battre et de se révolter. Qui sortira vainqueur de ce bras de fer ? La question mérite d'être posée car ces émeutes diffèrent profondément des autres. Elles suivent une longue série de luttes patientes, responsables, organisées par une association. Et cette association demeurera après les émeutes symbole de la surdité du pouvoir à l'endroit de la société qui vient de lui prouver qu'elle existe.

M. B.

DU NOUVEAU CHEZ BOUKERZAZA

Le ministre de la Communication serait sur le point d'annoncer d'importantes mesures au niveau des médias publics, notamment ceux de la presse écrite, apprend-on de sources sûres. Ces changements devraient être rendus publics à l'occasion d'une tournée qu'entreprendra Abderrachid Boukerzaza à la fin du mois dans certaines entreprises de son secteur.



On en est arrivé là à Bordj-Bou-Arréridj

Les travailleurs de l'entreprise de construction de Bordj-Bou-Arréridj viennent de lancer un singulier appel au ministre de la Solidarité. En effet, sans salaire depuis 11 mois, les travailleurs de cette entreprise, dans un texte signé du secrétaire général de leur syndicat, sollicitent Djamel Ould Abbès en vue de leur fournir un peu de semoule, de lait et de produits alimentaires afin de subvenir aux besoins de leurs familles.



Quand le Quai d'Orsay dribble

« La déclaration de l'ambassadeur de France en Algérie dimanche à Guelma, selon laquelle le temps de la dénégation des épouvantables massacres du 8 Mai 1945 en Algérie est terminé, marque-t-elle une inflexion du langage de la France sur ces événements et en reconnaissant désormais sa très lourde responsabilité dans ces massacres, la France fait-elle acte de repentance ? » C'est la question qui a été posée par un journaliste lundi au porte-parole du Quai d'Orsay qui a dribblé par cette réponse : « Les propos de l'ambassadeur de France en Algérie s'inscrivent dans la ligne de ceux qu'avait tenus le président de la République lors de sa visite d'Etat en Algérie en décembre 2007. » Notons que les quotidiens français sont largement revenus sur les propos de l'ambassadeur français.



Ça rationne au port d'Alger !

Sommée de prendre plus de mesures pour contrer le phénomène des harraga, la direction du port d'Alger vient de durcir les conditions d'accès à l'enceinte portuaire. Premiers à en faire les frais, les concessionnaires automobiles. Ces derniers viennent d'apprendre que le nombre des chauffeurs chargés du transfert des véhicules vers le parc sous douane « toléré » au niveau du port ne pourra excéder 10% du nombre de voitures par arrivage. Une décision qui risque non seulement d'engendrer des surcoûts mais également d'avoir des conséquences sur les délais de livraison.

